

La transition agroécologique : défis et enjeux

Déclaration du groupe des Outre-mer

Traiter de l'agroécologie est un exercice particulièrement complexe tant le sujet est clivant :

- d'une part, l'absence d'information suffisante à destination du grand public fera dire aux non- spécialistes que le sujet est abstrait, mais il est sensible avec de forts enjeux pour les acteurs concernés ;
- d'autre-part, du côté des consommateurs, une partie de la population veut une nourriture bon marché accessible, toute l'année sans restriction de provenance, une autre exige des produits de qualité tenant compte de leur origine et de l'impact environnemental de leur production.

De plus, du côté des producteurs certains voient dans l'agroécologie un retour en arrière sans prise en compte de la viabilité économique, tandis que d'autres la considèrent comme une nécessité, au nom du respect de l'environnement et de l'avenir de la planète.

Certes, le changement climatique et le défi environnemental nous obligent à nous interroger sur les enjeux de la sécurité alimentaire et du modèle agricole le plus approprié. Mais il faut dépasser l'idée trop simpliste que les uns seraient pour et les autres réfractaires aux évolutions.

Il nous faut concilier compétitivité agricole, performance environnementale et aménagement territorial, mais ces mutations ne se décrètent pas. Elles doivent se faire progressivement en tenant compte de la fragilité économique de nos agriculteurs et des difficultés quotidiennes qu'ils doivent affronter.

En Outre-mer, l'agroécologie peut constituer un nouveau modèle agricole. Mais ce modèle doit d'abord permettre de consolider nos filières traditionnelles en tenant compte de la concurrence des pays ACP environnants. Ensuite, il doit impulser la diversification agricole pour aller vers davantage d'autosuffisance alimentaire et le développement de culture de produits de niche à haute valeur ajoutée.

Dans nos territoires, les scandales liés à l'utilisation des pesticides ont fait naître une prise de conscience et la naissance de nouvelles pratiques qui se sont traduites par la diminution considérable d'intrants. Cette nouvelle approche traduit l'effort de recherche et

développement répondant ainsi au souci de modernisation et de sécurité alimentaire indispensable pour nos populations.

Toutefois, des enjeux majeurs restent à régler comme la question du foncier agricole, le statut des agriculteurs, l'installation des plus jeunes d'entre eux et le développement des filières. C'est l'ambition de la loi d'Avenir de l'agriculture et de son volet Outre-mer de 2014, mais cette politique publique implique un long processus qui doit, aujourd'hui, aller de pair avec l'agroécologie.

Pour le groupe de l'Outre-mer, les maîtres mots sur un tel sujet doivent être Information, Education, Formation, Expérimentation, Accompagnement financier, et certainement pas stigmatisation et opposition.

Ce travail montre que la France s'est engagée dans une longue transition agricole. Le but à atteindre est clairement défini. Les outils scientifiques sont actionnés mais il y a une obligation morale et économique d'associer étroitement le monde agricole à ces évolutions et plus encore l'ensemble de la société. Plus que jamais, les vraies questions restent : quel modèle économique et quelle alimentation voulons-nous demain?

Le groupe de l'Outre-mer a voté l'avis.